

Bulletin d'histoire politique

L'histoire politique au Québec

Marcel Bellavance



Volume 1, numéro 1, automne 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063737ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063737ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bellavance, M. (1992). L'histoire politique au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 1(1), 2-4. <https://doi.org/10.7202/1063737ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'HISTOIRE POLITIQUE AU QUÉBEC

par Marcel Bellavance

La commémoration de l'introduction du système parlementaire au Canada en 1792 nous rappelle que le Québec est une vieille démocratie parlementaire, une des plus ancienne du monde.

Un tel événement aurait dû susciter normalement la production de nombreux ouvrages sur la genèse de nos institutions politiques et sur leur évolution. À part le numéro spécial de *Forces* et quelques brochures de la Collection du Bicentenaire, peu d'ouvrages sont venus commémorer cet événement important de notre histoire. Serait-ce donc que tout a été dit sur le sujet? Notre histoire politique est-elle si riche?

L'assemblée de fondation de l'**Association québécoise d'histoire politique**, le printemps dernier, posait pourtant un constat différent. Nos historiens ont eu tendance à désertier ce champ d'investigation laissant aux praticiens des sciences sociales presque tout ce territoire. Le regroupement de chercheurs intéressés au fait politique dans son acception la plus large tentera donc d'infléchir cette tendance. La publication du premier numéro du présent **Bulletin** est un premier pas dans cette direction.

Il ne faudra donc pas s'étonner si, comme introduction à ce premier numéro, il vous est proposé un bref état de la question sur la recherche en histoire politique au Québec. À vrai dire, il faudrait parler plutôt d'un bilan des bilans dressés ici depuis 1961 en particulier dans **Recherches sociographiques** et plus récemment dans le **Guide d'Histoire du Québec** dirigé par Jacques Rouillard (1991).

Quatre bilans ont été dressés entre 1961 et 1985 dans la revue **RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES**. Examinons-les rapidement.

Le premier bilan

Le premier questionnement sur l'histoire politique au Québec date, en effet, de 1961 au moment même où, en France, le renouvellement de l'histoire politique est amorcé (Rémond: **Pour une histoire politique**, Seuil, 1988). En 1961, *Recherches Sociographiques* (juillet-décembre 1961) entreprenait une vaste **enquête sur le Canada français politique et**

sur la recherche en histoire politique au Québec.

L'enquête fut menée par Jean-Charles Falardeau auprès de 29 personnalités issues des milieux universitaires, politiques, journalistiques et syndicalistes. Sauf erreur, aucun historien ne fut sollicité si ce n'est l'érudit Jean-Charles Bonenfant.

Quatre thèmes sont abordés par l'enquêteur, thèmes qui composent d'ailleurs les parties de son bilan. Ce sont les suivants:

- 1) notre passé politique
- 2) les attitudes collectives en politique
- 3) la structure et le destin des tiers partis
- 4) les recherches à entreprendre.

Évidemment c'est le point 4 sur la recherche qui nous intéresse ici. La question posée était ainsi formulée:

«Quels sont les champs d'investigation auxquels des études systématiques de sociologie politique sur notre milieu devraient donner priorité?»

On proposa deux types d'étude, les unes de caractère général et les autres plus spéciales.

Dans les recherches de caractère général, les thèmes reliés à la psychologie collective retinrent l'attention des personnalités consultées. Pour elles, l'influence de la Conquête sur les comportements, le sentiment d'infériorité chez les Canadiens français, le civisme et les comportements en politique devaient inspirer prioritairement les chercheurs. Politologues et sociologues surtout répondirent à cet appel.

Les études spéciales, quant à elles, devaient embrasser la sociologie électorale, les campagnes électorales et l'administration publique. Il est intéressant de noter ici une mise en garde de Pierre-E. Trudeau qui disait : «Ne nous lançons pas trop dans la statistique électorale». Les politologues n'entendirent pas heureusement cette mise en garde. Les historiens cependant acquiescèrent au vœu de l'ancien Premier ministre au-delà de ce qu'il n'aurait jamais pu imaginer !

La lecture des résultats de cette enquête sur l'orientation de la recherche menée par Jean-Charles Falardeau est intéressante à bien des

égards. Certains livres publiés par la suite s'inscrivent en effet dans la mouvance du questionnement soulevé par Falardeau. Ils furent majoritairement dûs à l'initiative de sociologues et de politologues. Elle témoigne aussi quoique timidement encore d'une intention franche d'amener l'analyse du fait politique et de l'histoire politique à un niveau scientifique comme cela se pratiquait alors ailleurs, en particulier en France et aux États-Unis.

Le deuxième bilan

1962: Situation de la recherche au Canada français

Recherches sociographiques (1962)

Jean-Charles Bonenfant, comme on sait, avait participé à la première enquête de *RS*. Il avait alors souhaité l'établissement de recherches interdisciplinaires et une concertation des universités au niveau des objectifs de recherche. Il dressait cette fois un bilan des recherches selon un plan proposé par des experts réunis à l'UNESCO, à Paris, en 1948. Quatre grands thèmes composaient ce plan; c'était, dans l'ordre, la théorie politique, les institutions politiques, les partis, les groupes, l'opinion publique et, enfin, les relations internationales.

Sa récolte s'avéra plutôt mince : tout au plus réussit-il à dénicher quelques études produites pour les commissions Rowell-Sirois et Tremblay, une étude sur les électeurs québécois et l'opinion à la veille de l'élection de 1960 et, enfin, le livre de Jean Hamelin, Marcel Hamelin et Jacques Letarte sur «Les élections au Québec de 1867 à 1960» paru aux *Cahiers de Géographie du Québec* (1960). Un tel bilan faisait dire à André-J. Bélanger qui écrivait sur le même sujet dans le numéro spécial de *RS* sur la situation de la recherche en 1985 :

«À force de gratter des fonds de tiroir, notre érudit collègue était parvenu à dénicher quelques études intéressantes.»

Le troisième bilan

Raymond Hudon : Les études électorales au Québec: principales orientations et quelques débats, *Recherches sociographiques* (1976).

Hudon regarde le chemin parcouru depuis 1960 et est forcé de reprendre à son compte le

constat fait par Bonenfant en 1962: «La première véritable étude électorale globale reste : "Les élections provinciales dans le Québec" des frères Hamelin et de Jacques Letarte».

Le quatrième bilan

Ce dernier bilan est dû à la plume de Fernand Ouellet et s'intitule: *La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale, Situation de la recherche, 1962-1984, Recherches sociographiques*, (1985).

Dans ce bilan, somme toute assez récent, l'histoire politique tient encore une place secondaire. Tout au plus, Ouellet parle-t-il de vingt titres environ sur les élections. On ne voit pas encore dans cette recension l'influence de l'histoire sociale en politique. Ouellet ne distingue pas la part de la tradition et de l'innovation.

Les guides d'histoire

Paraîtront par la suite deux guides d'histoire, un premier dirigé par Jean Hamelin et intitulé : **Guide du chercheur en histoire canadienne**, PUL, 1986 et un second dû à l'initiative de Jacques Rouillard, intitulé : **Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours...**, Méridien, 1991.

Le guide de Hamelin ne se veut pas critique mais plutôt reflet de la production historiographique canadienne et québécoise. On y retrouve sous différentes rubriques comme la Constitution, le fédéralisme, les relations fédérales-provinciales, les partis politiques, les élections, l'administration et les relations extérieures, environ 300 titres couvrant à la fois les commissions royales d'enquête, les monographies et les articles de périodiques.

C'est fort peu somme toute quand on sait que l'histoire de dix provinces et de onze gouvernements est ici prise en compte.

Le chapitre que Réal Bélanger a consacré à l'**Évolution politique** du Québec contemporain pour le **Guide d'Histoire du Québec du Régime français à nos jours...** dirigé par Jacques Rouillard (1991) est le dernier bilan historiographique en histoire politique. Ce bilan s'inscrit dans la ligne de pensée des quatre premiers mais il est cependant beaucoup plus complet. Si comme dans les précédents bilans, l'absence de

synthèse d'histoire politique est déplorée de même que celle d'études nouvelles antérieures à l'époque de l'Union nationale, on note avec pertinence la production récente d'excellents et nombreux ouvrages de références statistiques et bibliographiques publiés, en majorité, par l'Assemblée nationale et la Bibliothèque nationale.

Conclusion

Rien encore n'est comparable à **L'histoire des élections en France** de Frédéric Bon (1978), à l'exemplaire **Citoyens et la démocratie** (1985) publié sous la direction de Yves Lequin.

La grande synthèse québécoise des campagnes électorales, souhaitée par plusieurs chercheurs dès 1960 n'existe pas encore.

La moisson est grande cependant pour l'époque contemporaine - fin des années 1950 à nos jours -. On la doit surtout aux politologues comme Gérard Bergeron, Vincent Lemieux, André Bernard, Daniel Latouche, Réjean Pelletier, Robert Boily, Guy Bourassa, etc.

La période antérieure est moins fertile de ce point de vue mais la qualité de certains travaux est souvent remarquable. **La formation des institutions parlementaires québécoises, 1791-1838** de Henri Brun est de ceux-là. Il en va de même pour **The Revolt of French Canada 1800-1835** de H.Taft Manning (1962). L'essai de Maurice Giroux sur la période de l'Union (1967) dégage également des perspectives intéressantes comme d'ailleurs le trop court article de Marcel Caya sur **les élections provinciales du Québec de 1867 à 1886** (1975). Ajoutons à cela les différents instruments de recherches et de références produits par les Drouilly, Lévesque, Comeau, Hudon, Latouche, etc. et le **Dictionnaire biographique du Canada**. L'inventaire des travaux, thèses et mémoires est plus important qu'on pourrait d'abord le penser. Un survol rapide nous amène déjà à une cinquantaine de titres.

Toute cette documentation nous permettrait dès à présent de jeter les bases d'un dossier préliminaire et cumulatif sur l'état exact de nos connaissances en histoire politique au Québec. Ce serait un premier pas vers la synthèse que tous attendent.

"MANIFESTE"

par Jean-Marie Fecteau
Département d'histoire
UQAM

Le texte qui suit a été rédigé comme "manifeste" lors de la création de l'Association québécoise d'histoire politique. Il a été revu par Dany Fougères et commenté par le comité qui a convoqué l'assemblée de fondation. Il est offert ici comme élément de réflexion visant à contribuer à la tâche de penser une histoire politique élargie, ouverte aux questions du présent comme aux enjeux du futur.

Écroulement des empires, remises en question de la démocratie, résurgence, souvent violente, des nationalismes, dépolitisation des jeunes, redondance ou insipidité du discours politique. Longtemps repoussé aux marges d'une histoire dite "scientifique", le politique retrouve, au rude contact de la réalité, son caractère central. Car c'est par lui que les collectivités se définissent, s'organisent et cherchent leur destin. C'est par lui que l'individu assume sa qualité de citoyen, et façonne la communauté qui l'entoure. Le politique, c'est bien sûr le mouvement des volontés qui, par l'expression du vote, anime la vie parlementaire et remplit les cadres de l'État. Le politique tient aussi à l'emprise de l'État sur les sociétés, comme aux tractations inter-étatiques et onusiennes qui expriment la vie internationale des formations sociales. Mais, plus fondamentalement peut-être, le politique apparaît comme une **dimension** de l'existence des hommes et des femmes qui exprime leur accès collectif à l'universel, et au changement du monde.

Dans nos sociétés porteuses d'un idéal démocratique, le politique est devenu l'enjeu mouvant des ambitions ou des aspirations de tous. Il exprime de mille façons sa présence dans nos sociétés: dans l'évolution des partis, dans la détermination des programmes politiques et de la législation, dans les modalités d'application du droit, dans la gestion publique des services et des prestations de l'État, dans l'expression démocratique des choix par l'élection ou le référendum, dans le discours du changement ou de la continuité des porteurs d'idéologie, dans les valeurs et les croyances collectives des classes populaires ou des élites, dans les multiples rapports entre individus où s'exprime, naît ou se développe un pouvoir ou une